

## **Lutte Révolutionnaire : Communiqué suite à l'explosion de la succursale de Citibank de la rue Lavriou à Athènes.**

**Nous assumons l'entière responsabilité de l'explosion de la succursale de Citibank sur la rue Lavriou à Nea Ionia (Athènes) le 9 mars.** Notre action a suivi la tentative du 18 février, lorsque nous avons essayé de faire sauter le siège de Citibank sur la rue Achaias, à Kato Kifisia (Athènes) avec une voiture remplie d'explosifs. Cette opération spécifique faisait partie de l'intervention stratégique de notre organisation en ce qui concerne la crise économique et ses géniteurs, parmi lesquels le capital de la banque internationale tient une place prédominante. L'utilisation d'une voiture lestée de 125 kg d'explosifs ne visait pas une attaque de petite envergure mais était destinée à détruire l'infrastructure de cette entreprise multinationale en particulier, marquant clairement que sa présence sur le territoire grec est en péril. Après tout, l'un des objectifs principaux d'un vrai mouvement révolutionnaire et d'une organisation armée est de transformer un pays en un terrain hostile pour les mécanismes criminels des agents supranationaux du capitalisme, tel que Citibank.

Avant d'expliquer la raison pour laquelle Citibank a été notre cible et donner des détails sur le rôle qu'elle joue dans l'état de la finance internationale, nous allons nous référer à certains aspects des conditions de notre acte, qui a fait sensation, puisque c'était la première tentative de destruction d'infrastructure où une quantité massive d'explosifs était utilisée. La vaste majorité des journalistes, c'est-à-dire, les mercenaires tatillons au service de l'état dont l'activité principale est de mentir, ont mené une propagande digne de Goebbels et ont décrit cette tentative comme une frappe aveugle. Ils ont prétendu que si l'engin avait explosé, il y aurait eu des dizaines de morts, puis ils ont comparé notre acte aux attaques d'Al-Qaïda. Cependant, la vérité est toute autre.

Pour commencer, en ce qui concerne les explosifs utilisés, l'ammonite est le moins puissant des explosifs et sa force est 60% moins élevée que celle produite par l'explosion d'explosifs massifs. La sélection de la cible spécifique et du déroulement de l'attaque était basée sur les caractéristiques de l'immeuble en question et de ses alentours. Il n'y avait aucune maison autour de la Citibank, la façade de l'immeuble de la rue Achaias, où nous avons garé la voiture, surplombait une zone non résidentielle. À l'opposé de l'entrée principale se trouvait un immeuble en construction et à côté de Citibank il y avait aussi un bâtiment à moitié fini dans lequel allait être installés des bureaux. Du côté de la rue Troizinias, il n'y avait aucun logement, seulement des entreprises et des bureaux qui, naturellement, étaient fermés à ce moment-là. En conséquence, on ne trouvait aucune maison du côté de l'entrée de la Citibank – après tout cette compagnie prend un pâté de maison à elle seule – ni sur les côtés où dans la rue où était garée la voiture.

Le chantier en face de Citibank bloquait le champ en direction de la route nationale Athinon – Lamias alors que le long de la bretelle ne se trouvaient que des commerces. Notre décision de pénétrer la banque en cassant la porte extérieure comptait un risque élevé, mais de cette manière nous pouvions causer un maximum de dégât au bâtiment qui absorberait ainsi l'essentiel de l'explosion. Les déclarations hystériques qui ont suivi l'explosion prétendant que plusieurs des bâtiments voisins auraient pu être détruits n'ont été proférées que dans l'intention de répandre la panique.

Malgré le fait que le gardien de la banque nous ait immédiatement repéré et compris que la banque était sous attaque, ce qui ne pouvait que le pousser à appeler la police, nous avons envoyé un avertissement au journal TA NEA. L'engin devait exploser une heure après avoir

été enclenché, c'est-à-dire à 5 heures du matin, comme cela a aussi été vérifié par les démineurs du TEEM, puisque l'une des deux horloges a été retrouvée intacte. Lorsque nous avons appelé le journal, nous avons indiqué clairement qu'il y avait une voiture avec 125 kg d'explosifs afin de nous assurer l'évacuation d'une grande partie de la zone. Quant aux raisons pour lesquelles ce journal a maintenu un silence complet au sujet de cet appel, il y a trois explications possibles. Premièrement, l'opérateur du standard téléphonique n'a pas informé quiconque de cet appel, comme il/elle aurait dû le faire. Si c'est le cas, nous avons affaire soit à de la négligence criminelle de la part de l'employé ou d'un choix délibéré de la part du journal, qui renverse la position des journalistes vis-à-vis des appels de mise en garde. Lorsque nous avons placé un engin explosif au siège de Shell et que nous avons essayé de contacter le journal ELEFTHEROTYPIA pour les avertir, l'opérateur n'arrêtait pas de raccrocher le téléphone, ce qui nous avait poussé à appeler la police. Ces deux incidents sont extrêmement alarmants en ce qui concerne la position des journaux, et ils ne peuvent que nous faire réfléchir si, dorénavant, la politique des médias de masse en général est de viser à la multiplication des victimes pour nuire à notre combat et mener à la prise de mesures policières exceptionnelles. En ce qui concerne Citibank, nous avons lancé l'appel à 4h10 du matin, ce qui peut aisément être confirmé puisque les appels sont enregistrés par chaque entreprise.

Notre seconde hypothèse est que l'employé a informé à la fois la police et le chef de sa publication. Dans ce cas, nous sommes face à un effort combiné de désinformation de la part du journal TA NEA, de l'entier de l'appareil répressif et du gouvernement afin de créer un sentiment d'insécurité chez les citoyens. Si les deux scénarios susmentionnés sont vrais, ce que nous n'espérons pas, nous espérons que les journaux impliqués vont nier publiquement toute interférence. Nous devons sérieusement prendre en considération le fait que nous sommes entrés dans une ère nouvelle et extrêmement dangereuse dans laquelle les forces répressives de l'état et des médias travaillent d'accord pour générer un climat d'insécurité sociale, non seulement pour mettre à mal notre lutte, mais aussi pour créer un climat de consensus qui va permettre l'application de politiques totalitaires au dépend de la société dans son ensemble. Une troisième possibilité improbable est que l'employé a informé la police mais a oublié d'en parler au chef de TA NEA.

C'est pour cette raison que dans le cas de Citibank sur la rue Lavriou nous avons utilisé des câbles à la place d'une minuterie, puisque nous pouvions être présents au moment de l'explosion et vérifier la présence de passants dans cette zone. Cependant, notre intention est de continuer à utiliser des minuteries dans nos actes et d'informer les médias avant les explosions pour qu'elles puissent se dérouler en toute précaution. Ainsi, dans tous les cas d'obstruction de nos appels d'avertissement et d'évacuation d'immeubles ou de zones qui mettent la sécurité des citoyens en jeu, nous déclarons que ce sont la police et le média qui a reçu l'appel qui doivent être tenus responsables pour toute victime. Nous déclarons aussi que nous ne déclenchons aucune explosion avant d'avoir pris toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité des citoyens, et dans les cas où les médias de masse et les autorités refusent d'agir en ce sens, nous répondrons en conséquence. Comme George Orwell l'écrit dans 1984, les journalistes utilisent la propagande pour projeter les mensonges comme des vérités, le noir en blanc et l'esclavage comme liberté. Ils prétendent que notre acte ne visait pas le système mais la société. Selon la propagande du régime qu'ils reproduisent, si l'explosion des bureaux de Citibank avait eu lieu, elle aurait eu un impact sur les deux millions de citoyens qui vivent sous le seuil de pauvreté, toutes les gens dont les maisons ont été saisies par les banques, les milliers de chômeurs, les travailleurs sous-payés, les retraités, les élèves et les jeunes car ils

partagent évidemment les mêmes intérêts que la banque ! Voilà ce que prétendent les journalistes !

Depuis longtemps, une notion fabriquée s'est répandue, sous la direction des mécanismes répressifs d'état et des grands partis grecs, à la fois le PASOK social-démocrate et le NEA DIMOKRATIA conservateur, mais aussi reproduite par les journalistes, les analystes politiques et l'intelligentsia. Selon eux, notre Lutte Révolutionnaire (EA) se démarque du 17 Novembre (17N) et de la Lutte Révolutionnaire Populaire (ELA), qui – bien sûr, suite à leur désactivation – étaient considérés comme “ayant des buts plus spécifiques et maintenaient un vernis idéologique contrairement aux organisations de la nouvelle génération qui frappent à l'aveugle et visent les masses, en l'absence de toute justification idéologique”. Bien sûr, ce n'est pas une coïncidence si beaucoup de ceux qui reproduisent ce mensonge monstrueux sont les mêmes qui, par le passé, affirmaient à la télévision que 17N (quand encore actif) n'était qu'une “corporation de criminels cruels et d'assassins sans idéologie”. Comparé à nous, ils sont aujourd'hui devenus des “moutons” et des “petits anges”.

La classe dirigeante et les médias de masse mentent de manière éhontée. Cette tactique fait partie d'une invariable propagande relâchée par l'état et ses porte-paroles présentant les révolutionnaires et les opposants au régime comme des criminels antisociaux. Pour beaucoup de nos actes révolutionnaires il y a eu des allégations infondées affirmant que nous recherchions à provoquer un nombre de victimes civiles massives, dont l'exemple le plus caractéristique est notre attaque à la bombe du Ministère de l'Économie en décembre 2005. Malgré nos deux avertissements, la police a été incapable de localiser la moto piégée et la bombe a explosé avant qu'ils n'aient pu faire évacuer la zone, ce qui n'a heureusement mené qu'à deux personnes légèrement blessées. Encore une fois, ils ont prétendu que nous avions essayé de tromper la police, sans regards pour les victimes potentielles. Comme nous l'avons fait alors, nous répétons à nouveau que les cibles sélectionnées par E.A. – matérielles ou “humaines”- sont choisies selon des critères de classe ou sociaux et qu'elles sont associées à l'élite politique et financière, les structures du Capital et l'État ainsi que la police qui les protège, et non à l'homme de la rue.

Cependant, la majorité des médias de masse, dans un effort conjoint avec les partis en place pour créer un sentiment d'insécurité sociale, nous accusent de tentatives d'assassinat de civils alors qu'ils passent sous silence les attaques meurtrières à la grenade contre le Point de Rencontre des Immigrés (TO STEKI) à Exarchia, un quartier du centre d'Athènes connu pour son esprit de combat et particulièrement harcelé par la police. Cela prouve qu'en dehors du fait qu'ils approuvent sans réserve la violence d'état, ils consentent aussi à la violence para-étatique, au vu de la suspicieuse et provocante tolérance qu'ils affichent. Nous croyons qu'il y aura de nouvelles attaques de ce genre puisque l'état, en raison du caractère crucial de la période actuelle, se tourne vers ses alliés para-étatiques (toutes les sortes de flics et de fascistes).

Alors que nous sommes emportés de plus en plus profondément dans le tourbillon de la crise économique internationale, il devient clair que le capitalisme et l'économie de marché ne sont pas seulement des systèmes qui encouragent une injustice flagrante et survivent grâce à une exploitation sans relâche, mais ils sont aussi un carcinome social qui ne cesse de croître grâce à ses propriétés parasitaires aux dépens de la majorité de la société. Maintenant que le capitalisme chancelle et que la confiance dans les marchés et leur mode de fonctionnement est perdue, la situation financière est au bord du gouffre sans que l'on soit assuré de savoir si elle survivra et à quelles conditions.

Le salut du système appelle à des sacrifices toujours plus difficiles de la part des exploités. Ainsi, les États et les gouvernements sont déterminés à imposer de nouvelles politiques d'austérité qui seront plus sévères que jamais, en même temps qu'ils s'assurent que les cruels mécanismes de répression sont prêts à être mis en œuvre en cas de réaction sociale intense et de rébellion. En raison de la crise économique, une série d'émeutes a déjà eu lieu dans de nombreuses régions du monde. Tout a commencé lorsque l'instabilité du marché de l'immobilier et des actions a conduit de nombreux rentiers rusés à miser sur les marchés alimentaires dans le but de faire autant de profits que possible. En conséquence, une augmentation absurde et continue du prix des biens de première nécessité a été déclenchée avant que la récession attendue réussisse à provoquer une diminution irréversible des prix des denrées alimentaires.

Le printemps et l'été 2008 ont été marqués par une série d'émeutes pour le blé, le riz et le maïs après que la spéculation boursière ait multiplié les prix en quelques mois et que des millions de personnes dans les régions appauvries du monde ont été conduites à la famine. En Haïti, les manifestations violentes de la population affamée (80% de la population vit sous le seuil de pauvreté) se sont mutées en rébellion armée. Des émeutes ont également éclaté en Egypte, Indonésie, Pakistan, Philippines et au Mexique. Alors que la crise s'aggravait, un certain nombre de pays, dont beaucoup étaient considérés comme les merveilles du capitalisme moderne, sont tombés un par un. L'Islande, l'Irlande (également connu sous le nom de « tigre celtique » jusqu'à récemment) et la Hongrie ont ouvert la voie des faillites d'État, tandis que les bouleversements sociaux ont déjà secoués les pays de la soi-disant nouvelle Europe comme la Lituanie, la Lettonie, la Bulgarie, où une féroce réaction sociale a eu lieu suite aux mesures d'austérité que ces gouvernements veulent imposer au peuple, par ordonnance du Fonds monétaire international (FMI) et des puissances économiques supranationales. Le soulèvement de décembre en Grèce les avait précédés.

Cependant, toutes ces éruptions sociales ne sont qu'un début.

Alors que beaucoup de gens croyaient que l'économie grecque était solide, dans notre manifeste suite à l'attaque contre le ministère de l'Économie de décembre 2005, nous avons écrit qu'il y avait une forte possibilité d'un développement d'une crise économique à travers le monde qui affecterait aussi la Grèce :

« La nécessité de l'introduction de facteurs de régulation de la mondialisation du marché est soulignée par les « players » financiers et les membres de l'élite politique, qui se rendent compte que l'instabilité, une des principales caractéristiques de la mondialisation néolibérale, peut causer des embardées graves au sein des sociétés capitalistes et générer des crises irréversibles. Ces remarques ont été provoquées par la crise économique de 98, qui a prouvé que les « tigres asiatiques » étaient en fait de papier. Cette crise a débuté à partir de l'Asie du Sud-est, s'est répandue dans de nombreux pays et a donné un coup extrêmement sévère aux économies de la périphérie et de la semi-périphérie du système capitaliste, alors que son expansion mondiale et son intensité ont pris de nombreux acteurs du marché au dépourvu.

La crainte d'une nouvelle crise encore plus vaste et intense qui pourrait frapper le cœur du capitalisme, impénétrable en apparence, est la raison principale pour laquelle les arbitres économiques et politiques mentionnés étudient l'introduction de mécanismes de régulation qui fonctionneront comme une soupape de sécurité pour les marchés et faciliteront la course de la mondialisation du système économique et politique. En ce qui concerne la Grèce, l'histoire a fourni la preuve de l'imbécillité et l'absurdité du pouvoir politique local en ce qui

concerne le renforcement supposé de l'économie grecque qui a suivi l'entrée dans l'Union européenne et la zone euro et l'ouverture aux marchés internationaux. Les restes d'une structure productive déjà en décomposition sont emportés par les forces concurrentielles du marché libre. Dans le même temps, aucune perspective pour la création de nouvelles structures de production ne semble se dégager, à moins que nous parvenions à rivaliser avec la Chine au niveau des salaires, ce que suggèrent les entrepreneurs européens. En outre, la prospérité fictive qui pendant des années a été basée sur les prêts à la consommation touche à sa fin et le gouvernement grec mine les générations à venir avec une énorme dette nationale, qui d'année en année augmente de façon spectaculaire en raison des taux d'intérêt élevés qu'offre l'État en échange de ces prêts.

À notre avis, la Grèce est dans une situation très difficile et nous ne partageons pas le point de vue de ceux qui prétendent que la qualité de membre de la zone euro fonctionne comme une couverture contre les crises. Les problèmes structurels de l'économie « nationale » combinés avec une tendance à l'instabilité du système en font un terrain idéal pour une crise économique imminente, et les coordonnées géographiques de son point de départ ne peuvent pas être défini à l'avance. »

À la recherche des principaux coupables de la crise majeure actuelle, nous ne pouvons pas, par principe, ne pas nous tourner en premier vers l'élite financière, ses grandes entreprises multi-nationales ainsi que les organisations bancaires internationales. Citigroup est un tel groupe bancaire international – dont Citibank fait partie – avec de nombreuses filiales et une grande implication dans de nombreuses entreprises à travers le monde.

Il a commencé son activité en Grèce dans les années soixante, lorsque les multinationales et la liquidité internationale étaient en plein essor. Sa création a été favorisée par l'ouverture du pays aux capitaux internationaux ainsi que la voie l'internationalisation que la Grèce avait à suivre afin de s'adapter aux normes fixées pour l'entrée dans la Communauté économique européenne (aujourd'hui l'Union européenne). Citibank a progressivement évolué pour devenir le partenaire privilégié du gouvernement grec dans différentes transactions financières importantes, comme l'émission d'obligations grecques avec des bénéfices préférentiels pour Citibank. L'état grec payait la banque non seulement en argent mais aussi en lui offrant des rôles clés dans des organismes d'état, sur lesquels Citibank a publié des rapports favorables de temps à autre, de manière à accroître leurs parts en vue de plus de profit, naturellement.

Au cours du mandat du social-démocrate Simitis, la Citibank a tourné à son avantage la dévaluation de la drachme – prévue pour servir le capital supranational –, a envahi le marché boursier avec d'autres grands investisseurs, a contribué à l'explosion de ce marché en 1999 et a joué un rôle de premier plan dans le pillage des énormes quantités d'argent provenant de comptes d'épargne qui étaient ensuite reversées dans le marché boursier. Après l'effondrement du marché boursier, Citibank est revenu au premier plan avec d'autres groupes financiers étrangers et a racheté pour une bouchée de pain une grande partie des parts des entreprises grecques. En conséquence, la quasi-totalité de l'économie grecque a été placée sous le contrôle du capital international. Ainsi, Citibank a étendu son contrôle sur de nombreux territoires en Méditerranée orientale et dans les Balkans, et l'administration bancaire en Grèce a été en charge de la mise en œuvre de la politique de Citigroup dans un large éventail de pays voisins.

Par ailleurs, Citibank a été le principal consultant de l'État grec sur les privatisations et a mené l'application des politiques néolibérales dans notre pays en faveur des privatisations du

secteur public et le pillage des richesses nationales par les géants capitalistes. Cette banque, à part les bénéfices fait sur le commerce des obligations grecques et le rachat de la dette nationale, a déjà accumulé d'énormes profits sur les prêts accordés aux ménages grecs, qui ont été systématiquement spoliés de leur épargne par toutes les banques au cours des dernières années. Nous avons affaire à l'une des principales institutions financières avec des partenaires parmi les familles les plus puissantes de l'élite financière mondiale et des États-Unis en particulier. Citibank sert les intérêts de quelques-unes des personnes les plus riches du monde. C'est la raison pour laquelle des institutions comme Citigroup ou JP Morgan et Deutsche Bank ne peuvent être abandonnées à leur sort et s'effondrer, sans que les gouvernements ne fassent tout leur possible afin de les maintenir en vie. Le flot de centaines de milliards d'euros, de dollars et de yen vers les monstruosité usurières multinationales constitue un transfert sans précédents – dans l'histoire du système économique actuel – de la richesse de la base sociale vers l'élite financière, qui a été menée par les gouvernements nationaux et les banques sur une période de quelques mois. En raison de la crise, la bulle de la taille économique fictive que ces organisations ont présentée a finalement été dévoilée, et quand des « géants » tels que Citigroup se sont retrouvés sur le point de s'effondrer, ils ont été placés sous protection de l'État pour être réformés et « assainies » – une pratique financée par les contribuables, bien sûr – afin d'être réintégrées par la suite dans le jeu du marché. Il est certain que d'énormes quantités de liquidités ne cessent d'affluer dans les tiroirs des banques pour équilibrer leurs dettes abyssales alors que certaines mesures supplémentaires seront prises pour le sauvetage des profits des principaux actionnaires. Il a donc été décidé que les dettes seront absorbées par les gouvernements nationaux, et que des « banques-poubelle » seront créées dans lesquelles les investissements « toxiques » non rentables seront jetés, avec la vie et l'existence même de la majorité de la société hypothéquée. Aujourd'hui, les gouvernements en Europe et aux USA peuvent critiquer en public la mauvaise gestion des banques et la gourmandise de leurs dirigeants, mais ils ont approuvé et soutenu par tous les moyens la politique agressive que ces groupes financiers appliquaient depuis des décennies, motivés par l'avidité du profit. Toutefois, il ne faut pas négliger le fait que, dans l'économie de marché cette avidité est l'essence même de toute relation. Elle est la force motrice du capitalisme, la flamme qui déclenche l'antagonisme, cédant le profit au capital et encourageant la croissance du système. Comme la concurrence des investissements a toujours été le moteur de la puissance du développement capitaliste, la cupidité sera toujours le réacteur du système économique. Et étant donné que les organismes de placement en concurrence les uns avec les autres deviennent de plus en plus importants, il est naturel que la spéculation basée principalement sur les prêts se développe hors de toute proportion, et la bulle liée à toutes ces sortes de dettes continue de gonfler.

La cupidité est la valeur principale du capitalisme, celle qui marque l'amoralisme absolu du système, divinise l'argent, le pouvoir et l'autorité, déteste tout sens de la solidarité, et méprise la valeur de la vie humaine. Après tout, le système ne valorise que ce qui affiche un bénéfice. Pour les dirigeants du système économique, aucun être humain n'a de valeur, et toute relation sociale – non associée avec le partage des intérêts financiers et les liens développés en leur sein – est sans valeur. Leur indifférence à l'égard du monde a atteint un point où ils peuvent conduire des nations entières à la famine, la pauvreté et la mort sans aucun scrupule moral. Il est certain qu'il n'y a pas un seul trader, courtier en valeurs mobilières ou investisseur trafiquant des milliards au quotidien qui se sente coupable parce qu'un placement, par exemple sur l'augmentation du prix du blé, peut avoir causé la mort d'un certain nombre de personnes ou a aggravé la crise alimentaire au détriment de millions de gens. Ce genre de personnes est ivre de son pouvoir plutôt que d'être tourmenté par sa culpabilité. Après tout, il est connu que durant les périodes de grands profits, ils prétendaient être et se comportaient

comme les « maîtres de l'univers ». Au sein d'une société aliénée par l'amoralisme et l'individualisation telle que préconisée par l'élite politique et financière, ils sont considérés comme des professionnels respectables et accomplis grâce à leurs actifs. Pourtant, ils ne seront toujours rien d'autre que des criminels cruels qui font fortune en suçant le sang des groupes sociaux affaiblis. Leur seule préoccupation est de savoir si ils sont « bien positionnés », ou si leurs primes sont menacées et leur fortune augmentée. Ce qu'ils vendent n'a pas d'importance. Il peut s'agir de prêts hypothécaires, de dettes des nations, de pétrole ou de fruits secs. La maximisation de la rentabilité est ce qui importe. Et les massacres font « partie du jeu », si c'est ce qui est nécessaire pour obtenir les rendements les plus élevés.

Aujourd'hui, le gouvernement mendie à genoux les « honorables » investisseurs pour qu'ils achètent des obligations grecques, et l'Etat est prêt à payer plein tarif, c'est-à-dire un taux d'intérêt énorme. On sait qu'en raison des déficits et des dettes, la Grèce est devenue une destination d'investissement au « risque élevé ». Ce risque se reflète sur les taux d'intérêts élevés du prêt, qui à son tour est censé donner aux investisseurs plus de sécurité, indépendamment du fait que la demande croissante pour des règlements de prêt dirige le pays tout droit à la faillite. En Grèce, comme dans beaucoup d'autres pays, nous vivons sous un establishment esclavagiste, et le capital supranational lutte pour faire respecter – en utilisant les dettes et les déficits comme intimidation – les conditions les plus atroces de fiscalité, de travail, de salaires et de retraites, des conditions qu'aucune société ne pourrait et ne devrait tolérer. Dans le même sens, les sociétés ne devraient jamais permettre des coupes dans le secteur public, ou la mort lente de secteurs comme la santé publique et la fermeture des hôpitaux au bénéfice des grands usuriers.

Les criminels qui tiennent les rênes du marché monétaire international sont déjà partis à l'assaut du rachat de la dette pour viser la spéculation à grande échelle. Dans le même temps, les paris sur l'effondrement possible de différentes nations sont au sommet des préférences du marché, tandis que Citibank a mis en place une politique agressive de spéculation dans le cas des obligations grecques. En fin de compte, il peut y avoir retour sur investissement considérable pour le capital, mais, dans peu de temps, nous allons assister à la faillite d'un certain nombre de nations accablées de dettes, grevées par le mercantilisme et les pressions politiques pour de nombreux ajustements néolibéraux.

L'ex-gouvernement grec conservateur de NEA DIMOKRATIA était disposé à accepter sans conditions tous les termes imposés par le capital tout puissant, peu importe s'ils étaient insupportables, à appliquer avec le feu les ordres les plus extrêmes ordonnés par le marché et les alliances politiques serviles telles que l'Union européenne, et de saigner la société grecque pour remplir ses obligations envers les créanciers. Bien entendu, le gouvernement estime que les marchés ne renonceront pas à la Grèce car il doit garantir la stabilité de l'establishment dans le pays et la région. Inutile de dire que tout autre gouvernement grec ferait le même choix. Et nous ne parlons pas seulement pour le PASOK social-démocrate – le parti actuellement au pouvoir – et les conservateurs de NEA DIMOKRATIA, les partis qui ont été au pouvoir en alternance depuis 1974, mais aussi pour SYNASPISMOS, la coalition de gauche, et les communistes du KKE. Quant à l'extrême droite du LAOS, leurs convictions politiques et leurs déclarations parlent d'elles-mêmes. Dans tous les cas, une décision politique de rejeter le remboursement de la dette nationale une fois pour toutes se traduirait en une rupture définitive avec les marchés, ce qui n'est parmi les objectifs de tous ces partis.

La volonté politique d'une société libérée de la charge de la dette nationale pour de bon – un fardeau que nous ne pouvons et ne voulons pas porter – est intimement liée à l'idée d'une

société déterminée à s'opposer à l'ensemble de la situation politique, à affronter le système économique et politique, et à renverser le régime qui nous maintient en esclavage.

Pour toutes les raisons mentionnées ci-dessus, nous nous excusons auprès du peuple grec de n'être pas parvenus à faire sauter le siège de Citibank.

Le système financier porte la plus grande part de responsabilité dans la situation actuelle auquel le monde entier est confronté. Toutefois, les gouvernements nationaux, les grandes entreprises et les banques centrales, qui sont les laquais de groupes financiers étrangers, sont également responsables. La crise actuelle est le résultat d'un système économique mondial, conçu en commun par tous les dirigeants économiques et politiques, un système qui est la pire et la plus vaste des opérations meurtrières de l'histoire de l'humanité. Par conséquent, les prolétaires du monde entier ne peuvent pas participer à la sauvegarde du système. Nous ne pouvons pas leur permettre de nous faire payer pour une crise que l'état et les patrons comparent à... une tempête, un phénomène naturel pour lequel personne n'est à blâmer. Nous n'avons aucune raison de les aider à combler le vide créé par la crise entre le capital et la société. Au contraire, nous avons l'obligation de nous débarrasser de tous les bâtards du pouvoir économique et politique une fois pour toutes, afin que l'humanité puisse être finalement délivrée de ces criminels.

Puisque nous nous sommes référés à des stratégies économiques, nous devrions être plus précis. Nous pensons que la crise d'aujourd'hui est la pire dans l'histoire du capitalisme et de l'économie de marché jusqu'ici. C'est en effet la première crise mondiale d'une telle ampleur, qui affecte tous les aspects de l'activité économique et se répand sur toute la planète en raison de l'interdépendance intense sous le spectre de la mondialisation économique. En outre, malgré les différences de qualité importantes entre cette crise et le crash de 1929, l'épisode actuel est plus grave en raison de son amplitude et parce que le système pouvait être contrôlé beaucoup plus facilement dans le passé. Aujourd'hui, le système est incontrôlable depuis longtemps et les événements ont pris une ampleur inimaginable et inconcevable, même pour les capitalistes eux-mêmes. Par conséquent, ni le capital lui-même, ni les mécanismes étatiques, ou les institutions financières internationales et les banques centrales ne peuvent faire une évaluation adéquate.

Bien que la crise actuelle pourrait avoir commencé avec l'effondrement des hypothèques de maison à solvabilité faible aux Etats-Unis, la cause réelle est à chercher ailleurs. Lorsque la bulle immobilière a émergé, une crise sans précédent a été déclenchée sur la solvabilité des banques et des instruments financiers qu'elles emploient, qui ont été couverts de louanges par tous les marchés au cours de l'âge d'or des bénéfices mirobolants. Quand les prêts à risque ont été transformés en titres et leur revente a causé la propagation d'une dette inestimable à une interminable série de domaines financiers (investissements, assurances, fonds de pension ...), la confiance dans le marché a été mise à rude épreuve et s'est finalement évanouie. En conséquence, les banques ont continué à découvrir de nouveaux trous noirs de dettes, les entreprises que l'on identifiait avec l'histoire du capitalisme de ces vingt dernières années s'effondrent (par exemple, Lehman Brothers), et les grands investisseurs retirent tout ce qu'ils peuvent sauver d'un marché qui n'est plus fiable.

Les jours de rendements élevés ont disparu et le cash est retiré du marché, ce qui conduit à la phase la plus risquée pour le système indiqué, la trappe à liquidité. Il y a de l'argent, mais il est tenu à l'écart du jeu puisque aucun investissement ne saurait être rentable. En conséquence, l'élite supranationale, qui se délectait de profits scandaleux pendant des années



à travers des méthodes indirectes de pillage, comme la bourse et l'usure, ont arrêté le flux des liquidités dans l'attente de jours meilleurs.

L'effet de domino des effondrements de l'activité économique à travers le monde suite à la crise est lié au fait que l'immense bulle du développement capitaliste mondial est sur le point d'éclater. Cela peut s'expliquer par le fait que toutes les hausses considérables dans les forces du marché et économiques au cours des dernières décennies ont été la plupart du temps basées sur la circulation de quantités massives de capital fictif, qui a créé les conditions d'une prospérité fautive, ou plus précisément, à crédit et reposant sur une bulle de dette qui ne cesse de croître. Comme la bulle de la croissance capitaliste mondiale qui s'étend en proportion de la bulle de la prospérité américaine, l'éclatement de cette dernière a balayé dans ses fondements le modèle de croissance actuel, qui a été développé selon les principes de la mondialisation néolibérale.

La bulle de la croissance capitaliste mondiale a commencé à s'élaborer de nombreuses années auparavant, pendant la période qui, pour de nombreux sociaux-démocrates et politicien de gauche, a été considérée comme « l'âge d'or ». Nous nous référons à la période d'après-guerre, quand les bénéfices élevés des entreprises allaient de pair avec des salaires satisfaisants dans le travail, et le capitalisme semblait jouir d'une période exceptionnelle de stabilité relative en raison du compromis social et de classes entre le capital et le travail, réalisé grâce à la contribution décisive de la gauche. Tant que les hauts salaires ne menaçaient pas les marges de profit et aussi longtemps que le capital pouvait s'appuyer sur les marchés nationaux pour la promotion de ses produits et services, ce compromis social étrange a été maintenu. Pendant ce temps, le capital a réussi à récupérer son prestige qui avait été gravement endommagé par deux guerres mondiales et une crise économique majeure. Par la suite, le compromis de classe n'était plus nécessaire. Pire, il nuisait aux profits.

Les multinationales ont été le résultat de l'accumulation d'après-guerre et elles ont commencé à gagner du terrain de manière excessive dans les années 1960. Le boom des groupes multinationaux a été accompagné par une série de rachats et de fusions via la spéculation boursière. En ces temps de reconstruction, un effort frénétique pour la plus-value découlant des marchés boursiers a été pour la première fois lancé, et la première bulle de bénéfice a été créée. À cette époque, un nouveau domaine a commencé à se développer pour tirer profit du pillage des crédits par des méthodes indirectes. En outre, une série de nouveaux domaines et d'instruments financiers ont commencé à s'affirmer avec l'émergence des « gestionnaires de capital ». Ce premier boom du marché des actions a non seulement augmenté les bénéfices des sociétés en peu de temps grâce à l'expansion gigantesques de multinationales, mais il a aussi réussi à rétablir la suprématie de classe du capital sur le travail.

En raison de la croissance capitaliste de cette période, le marché s'est rempli d'argent. Les bénéfices scandaleux du pétrole y ont également contribué dans une large mesure. Principalement, ce sont les banques américaines qui ont pris le contrôle du recyclage des pétrodollars, qui a inondé le marché, avec le rôle de premier plan joué par la First National City Bank – le nom de Citibank à l'époque. Les énormes quantités de pétrodollars qui ont rempli les caisses de banques, surtout américaines, et l'essor des multinationales ont ouvert un nouveau marché, où les eurodollars (dollars investis à l'extérieur des États-Unis) étaient facilement prêtés et soumis à aucune restriction.

Grâce à cette ouverture, le capital du marché boursier a exercé la pression dont il avait besoin pour parvenir à sa libération, et il a pratiquement réussi à surmonter tous les obstacles mis sur

sa route. Ce que les gouvernements ont fait a été de valider politiquement cet accord, de manière rétrospective, en fournissant le cadre institutionnel approprié à travers lequel la demande du capital pour développer une activité opérationnelle indépendante sans être soumis à l'intervention de l'Etat, de l'audit ou de restrictions a été reconnu et accepté. C'était la fin d'une ère d'interventionnisme étatique dans les marchés et l'aube du néolibéralisme, un changement historique qui était principalement la conséquence du dynamisme de l'économie et du capital et certainement pas d'un complot élaboré par certaines personnalités politiques néolibérales.

Le marché de l'eurodollar a été formé en même temps que la première crise pétrolière de 1973 et il a relancé le prêt international, ce qui explique effectivement la forte hausse de l'inflation de cette période. Sous la pression de sociétés financières internationale qui avaient acquis un pouvoir considérable au cours de ces années, les États se sont engagés à protéger les profits contre les pressions inflationnistes, qui étaient à la hausse après la crise pétrolière de 1979, et les travailleurs ont ressentis les premiers assauts majeurs. Depuis lors, les gouvernements nationaux et les banques centrales, la Réserve fédérale américaine (FED) en tête, ont adopté la doctrine monétaire de Milton Friedman, qui a introduit le contrôle de la masse monétaire. Ils voulaient limiter les salaires et baisser la consommation afin de maintenir l'inflation vers le bas et sécuriser les profits des ploutocrates.

C'est le moment où le néolibéralisme comme politique gouvernementale s'est alignée contre la classe ouvrière. Le contrat provisoire de la paix de classe entre le capital et le travail a été perturbé de façon permanente et jeté dans la poubelle de rebuts de l'histoire. C'est le moment où toutes les batailles remportées par les syndicats sont devenues histoire, l'époque où les syndicats ont réclamé et obtenu une certaine re-distribution des bénéfices à l'avantage des travailleurs appartient maintenant au passé. Comme le capital a lancé sa contre-attaque contre la société, les syndicats ont choisi de s'aligner sur les partis réformistes de la social-démocratie au lieu de chercher l'affrontement final et la victoire sur les forces du système.

Cependant, dans la perspective de leur accession au pouvoir, les réformistes ont proposé une interminable série de tactiques défensives visant à la préservation des droits acquis, et les travailleurs ont été amenés plus près d'un compromis désastreux et d'une retraite interminable, dont nous vivons aujourd'hui les séquelles, maintenant que des conditions de travail médiévales prévalent dans la société.

Depuis les années 70, une poignée d'institutions financières, principalement d'origine américaine, contrôlent le flux mondial des capitaux et le marché global, directement ou indirectement par l'application d'un modèle de concentration brute qui n'a rien à envier au modèle violent et prédateur de concentration primaire établi à l'aube du capitalisme.

La soumission de toute la planète au monde de la finance a été suivie par le développement d'un large éventail d'instruments utilisés pour le pillage et la spoliation de la richesse sociale, tels que les placements en actions, les fraudes d'investissement accompagnées d'investissement à haut risque, les rachats et les fusions par le crédit et le contrôle des actions. Un outil supplémentaire est l'augmentation de la dette dans les pays de la périphérie et du centre du capitalisme, qui asservissent les sociétés alors que les banques jouent le rôle de conquistadors modernes.

Durant les années 70 et sous la pression du marché de l'eurodollar, la liquidité accrue a trouvé son chemin en direction du marché de la dette. En l'espace de quelques années, les pays

africains situés au sud du Sahara et l'ensemble de l'Amérique latine ont reçu une grande partie de cet amas de liquidité sous forme de prêts destinés à être une épée de Damoclès au dessus de la tête des pays vulnérables. À la grande fête mise en place autour de la dette internationale, les banques américaines ont ouvert le bal avec Citibank comme pionnier. Dans les années 1960, cette société a introduit la politique agressive des banques qui réclamaient une part de la liquidité, et elle a mis fin à la période de « traumatisme psychologique », que les banques avaient subi suite à la Grande Dépression et aux faillites des années 1930.

C'est dans ce contexte que la seconde bulle d'après-guerre s'est façonnée. C'était la bulle de la dette. Et comme certains spéculateurs majeurs ont l'habitude de dire « il n'y a rien de plus rentable que d'investir lorsque la bulle a juste commencé à se mettre en place ». Les banques commerciales ont continué à octroyer aux pays sous-développés des capitaux substantiels grâce à des prêts soutenus par les gouvernements, les banques centrales et le FMI, bien sûr.

À la suite d'une hausse conséquente des taux d'intérêt, les dettes des nations qui empruntaient ont été multipliées en quelques années. Les pays d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne ont été débités de montants qui étaient supérieurs à l'ensemble de leur capital national et de leurs actifs.

Quand il a été suggéré qu'une aide financière devait être accordée aux pays qui avaient été le plus durement touchés par la dette extérieure, le cynique directeur exécutif de Citibank Walter Wriston a déclaré qu'ils devaient être punis et privés de l'aide parce qu'ils ne pouvaient pas honorer leurs engagements envers les banques. Lorsque ces nations ont fini par être étouffées financièrement par les vautours du système bancaire, la menace de l'effondrement du système financier a été pour la première fois liée non pas à un manque de liquidité mais à la solvabilité précaire des banques. Wriston a alors retourné sa veste et affirmé que « les pays ne font pas faillite », ce qui signifie que peu importe la façon dont les banques agissent, les pays sont toujours censés être les garants de la sécurité financière.

Alors que l'Afrique et l'Amérique latine étaient victimes de la famine et que les maladies ont commencé à exterminer une grande partie de la population, le FMI a accouru au secours des banques en prêtant aux nations les plus endettées le capital nécessaire afin de régler leurs prêts et d'éviter l'effondrement du système bancaire. Les prêts de « rachat » du FMI et de la Banque mondiale étaient accompagnés de plusieurs conditions horribles en faveur de la reconstruction néolibérale que les pays endettés devaient appliquer. En raison de ces termes, les pays ont été forcés – après avoir démantelé toutes politiques à caractère social – de vendre leurs actifs au capital supranational, ce qui a causé la chute et la dévastation de l'activité socio-économique dans ces pays. La dictature des marchés venait de commencer.

La ponction des ressources des pays sous-développés a été si intense que beaucoup d'entre eux étaient vidés, incapables de fournir des capitaux aux banques multinationales, et en 1982, la vague de prêt international des années 70 s'est transformée en la première crise bancaire internationale de l'après-guerre. Les conditions d'octroi des prêts accordés par le FMI et la Banque mondiale, loin de résoudre le problème, ont rendu les choses encore pires dans de nombreux cas.

Lorsque la bulle de la dette a finalement éclaté et que de nombreuses banques ont été menacées d'effondrement, le gouvernement américain est intervenu en convertissant la dette restante en obligations garanties par l'Etat américain, et les a distribuées à des milliers d'acheteurs ce qui a conduit à la propagation du risque de crédit. À partir de ces obligations –

renommé obligations Brady en l'honneur du secrétaire américain au Trésor Nicholas Brady qui les a créées – le marché des obligations du secteur public a émergé. Il empêchait non seulement les banques de s'effondrer mais créait également un domaine des plus prometteurs pour l'élaboration de nouveaux bénéfices, sur lequel les petits et grands corbeaux du capital se sont précipités sans réserve. La prévention de l'effondrement soutenue par l'état a introduit la liberté opérationnelle pour le capital, et la politique prédatrice de l'élite financière a encouragé et préservé la concentration qui offrait plus de sécurité pour le système.

Boostée par la révolution technologique, la mondialisation néo-libérale a prévalu depuis les années 80 et les marchés de capitaux internationaux ont été établis à la direction du système. Dans le même temps, les gouvernements ont intensifié l'agression contre la société de telle sorte que la domination de classe du capital a été consolidée. En outre, une part substantielle des liquidités provenait du racket des travailleurs et du pillage des pays développés, tandis que les sociétés cédaient aux caprices des marchés, le travail était « ajusté » à la demande du capital. Le saignement à blanc des sociétés occidentales suivait son cours. Avec des marchés boursiers qui flambaient, le second boom de l'après-guerre a eu lieu dans l'Ouest. Pendant cette période, 80% du capital mondial était concentré aux États-Unis, en Europe occidentale et au Japon. C'est le moment où la pratique du prêt a augmenté de façon spectaculaire. Des nouveaux instruments financiers de risk-spreading ont été découverts, promettant la sécurité pour les investisseurs, et la nouvelle génération d'investisseurs et d'investissements à risque a été créée par le prêt élevé. C'est le moment où les nouveaux produits dérivés – à peu près inconnus avant cette date – ont été introduits, transformant le marché en une partie de casino fiévreuse. C'est le moment où une nouvelle culture des profits rapides a émergé, alors que l'enrichissement téméraire sans scrupule moral a trouvé sa place dans la société grâce à la consécration de l'exploitation et de l'avidité. C'est le moment où l'individualisme et l'idée d'une guerre de tous contre tous pour l'acquisition de la richesse et du pouvoir sont devenus la doctrine principale des sociétés, et où l'on a connu la pire atteinte de l'histoire aux relations basées sur des idéaux de solidarité et de bénéfice mutuel. Les politiques et les dirigeants financiers ont avancé la poursuite de la prospérité individuelle comme but ultime, alors que la propriété privée est devenue le plus sacré de tous les biens. Le boom du marché boursier a été de nouveau suivi d'un effondrement. Pourtant, la crise boursière de fin des années 1980 n'a pas porté de coup irréversible au système puisque l'aide financière des États et des banques centrales a été généreuse, une fois de plus. La crise a été « surmontée » par des rachats et des fusions mouvementées, qui ont marqué l'éclosion d'une nouvelle concentration financière et ont mis les sociétés par actions au cœur de l'activité économique moderne. Accumulé dans les métropoles capitalistes, la liquidité excessive a été constamment à la recherche de débouchés et de nouveaux marchés ont vu le jour. Le marché des prêts accordés aux ménages des centres capitalistes était destiné à satisfaire les besoins de « l'homme occidental », qui ont été créés pour lui par le marché.

Dans les années 1990, la mondialisation néolibérale a semblé être l'environnement idéal pour la plus féroce et la plus rapide des concentrations du pouvoir financier entre les mains d'une élite financière devenue alors invincible. Ce transfert à long terme de la richesse de la base sociale vers le haut de la hiérarchie financière internationale était sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les actifs de quinze hommes des hommes les plus riches du monde surpassaient le produit national brut (PNB) de toute l'Afrique sub-saharienne, une poignée de banques détenaient et géraient la plus grande partie des liquidités internationales, et moins de cent multinationales contrôlaient la production mondiale. Les bénéfices se sont accumulés dans le monde financier, tandis que les capitaux privés ont acquis une mobilité exceptionnelle en raison de la totale liberté d'exploitation dont ils jouissaient et ils ont pris la forme de

portfolios d'investissements où des placements à court terme visaient à une rentabilité maximum et immédiate. Le marché des changes, le marché des produits dérivés, les marchés boursiers et le marché de la dette sont devenus les domaines de prédilection des nouveaux riches dans le marché mondial.

Le marché des produits dérivés n'est rien de plus que le pari sur les tendances des prix d'une série de produits de base et d'indices, tels que les taux d'intérêt, les devises, les denrées alimentaires, les matières premières, les actions, etc, et son développement rapide a été au cœur des années 1990. Toute la valeur nominale des actifs de ce marché a grimpé de 5,7 milliards dans les années 1990 à plus de 500 milliards de dollars de nos jours, un montant qui correspond à près de 800% du PNB mondial. La plus grande partie de ce marché est détenu par moins de dix banques d'investissement, avec Citibank qui domine le champ.

Bien que durant les années 1990 et au début des années 2000, le système capitaliste et l'économie de marché semblaient résister à tous les coups qu'ils subissaient, les crises qu'ils ont affrontés ont eu un impact financier et social énorme sur les sociétés. En fait, le système marchait déjà de travers et, tout en s'efforçant de se régénérer après une crise, une autre et plus grave encore a été créée.

Les victimes suivantes du capital supranational ont été les pays d'Asie du Sud-est. L'attaque lancée par les marchés contre ces territoires a été planifiée et organisée de nombreuses années à l'avance, et cela a été la plus grande opération pour attirer des capitaux de la périphérie vers le centre des métropoles capitalistes. Le rôle de premier plan dans ce raid d'éviction a été une fois de plus joué par les banques des pays développés, d'Europe en particulier. Des sociétés dévastées et une escalade du chômage et de la pauvreté leur succédèrent. L'assaut du capital supranational était concerté et la spéculation s'est étendue au marché du logement, aux devises, aux obligations ainsi qu'à tous les autres domaines des économies nationales où des rendements élevés pouvaient être espérés. Les dettes des pays ont commencé à augmenter et leurs budgets sont devenus déficitaires. Lorsque les profits se sont élevés de manière disproportionnée et que les monnaies souveraines se sont effondrées, les capitalistes ont vidé leurs comptes et ont disparu, laissant des ruines derrière eux. Des pays comme la Thaïlande, la Corée du Sud, la Malaisie et l'Indonésie se sont retrouvés dans le tourbillon d'une crise de longue durée, et les capitaux se sont précipités dans les abris protégés – comme ils le croyaient – des métropoles capitalistes, abandonnant les pays de la périphérie. Ce fut le tour des territoires d'Amérique latine, d'Afrique du Sud et de la Russie d'être emportés dans le maelström de la crise financière.

Les marchés des pays développés n'ont pas été intimidés par cet effondrement. Au contraire, ils ont été stimulés par une prospérité sans précédent en raison de l'afflux de capitaux dans les métropoles du capitalisme à partir de la périphérie. Cette prospérité a provoqué plus de profits et plus de bulles. « La nouvelle économie » était la « nouvelle percée ». Un nouveau domaine de fraude a été introduit, dans lequel des entreprises étaient créées du jour au lendemain pour vendre de l'air chaud et présenter des chiffres fictifs basés sur la spéculation boursière. L'effondrement n'a pas pris longtemps avant de se profiler et la crainte d'une crise générale au cœur du capitalisme a été intense. Les banques centrales ont tenté de baisser de manière concertée les taux d'intérêt, afin d'équilibrer le marché et d'augmenter la liquidité. C'est le moment où l'octroi de prêts bancaires a augmenté de façon spectaculaire et le marché des prêts au logement hypothéqué de faible solvabilité a prospéré aux États-Unis, un marché qui a fini par s'effondrer le jour où le peuple américain appauvri ne pouvait plus supporter le fardeau de la spéculation bancaire en expansion continue.

Une série de bulles se sont développées au cours du « printemps » de la mondialisation néolibérale – tels que la puissante croissance chinoise et l'Eldorado des économies d'Europe orientale, dans lesquels les banques grecques se sont également roulées comme des porcs dans la boue, lessivant les sociétés de ces pays – et vont commencer à éclater pour générer de nouvelles menaces, toujours plus graves, pour la stabilité du monde financier et politique.

Ce qui se passe réellement, c'est que toute la structure de la concentration du capital a atteint ses limites et l'effondrement du modèle actuel de la croissance capitaliste a commencé. Ceci est le résultat de la longue application des tactiques de prédation les plus féroces au nom du système, qui a aspiré les richesses produites par la base sociale pour les transférer à la tête de la hiérarchie financière. C'est la raison pour laquelle la crise financière a été couvée pendant des décennies alors les sociétés souffraient sous la tyrannie du capital, qui est devenu de plus en plus impitoyable au fur et à mesure que la mondialisation avançait. Le capital a acquis une taille gigantesque, avec le soutien des gouvernements et des institutions financières internationales comme le FMI, et a créé des crises de plus en plus graves, les unes après les autres. Ces crises répétées générées par le capital ont dévasté les sociétés et encouragé la suprématie financière des élites et de l'autorité de l'Etat. Le leadership financier a été porté par l'illusion – stimulée par un état de droit tout puissant – qu'il peut tirer des bénéfices éternellement en ignorant les conséquences désastreuses d'une telle exploitation sociale implacable. Cette illusion a été maintenue en vie malgré le fait que les sections les plus vulnérables de la population mondiale ont commencé à éprouver des conditions de destruction financière et sociale totales. Maintenant que la crise a affecté la plupart des fonctions vitales du système, et que des populations qui, jusqu'à récemment, bénéficiaient d'une relative prospérité financière ont été soudainement marginalisées, il devient de plus en plus clair que le système d'économie de marché et le capitalisme n'est pas seulement foncièrement injuste, mais qu'il est aussi non-viable et désastreux pour l'humanité et la nature toutes entières. Aujourd'hui, une organisation financière et sociale alternative est à la fois un impératif moral et une nécessité imminente pour notre survie.

En rétrospective, alors que la crise balaie tout et menace de démolir des structures, des mécanismes et des alliances, les anciens partisans du libre marché venant du côté des sociaux-libéraux ou néo-libéraux se sont hâtés d'affirmer que « la compétence du marché dans son autorégulation a été surestimée » et qu'une volonté politique « d'intervention et de contrôle est indispensable ». Peut-être que quelques-uns de ces maîtres politiques n'ont qu'une connaissance limitée et ignorance du système qu'ils servent. Pourtant, nous croyons que la grande majorité d'entre eux sont tout simplement des menteurs et des hypocrites qui tentent désespérément de dissimuler les fraudes et les tromperies qu'ils ont employées jusqu'à présent afin de gruger la société et qui déclinent toutes responsabilités dans l'élaboration de la crise mondiale actuelle. Généralement, ils luttent désespérément pour s'efforcer de maintenir les privilèges de leur autorité, en espérant qu'une fois de plus « les ignorants » feront confiance à leur bonne volonté à « aider le pays à sortir de la crise le plus doucement possible ». On ne peut que se scandaliser face aux déclarations de l'ancien membre du gouvernement conservateur Savvas Tsitourides quand celui-ci affirme, à la vue de la crise, que « nous ne pouvons pas permettre au capital et aux banquiers de diriger l'économie ». Tsitourides est – entre autres – connu pour avoir joué un rôle de premier plan dans la fraude sur les obligations mise en place par les esprits futés du gouvernement avec la tribu patibulaire des courtiers et des banquiers afin de voler les fonds de sécurité sociale, qui se sont déjà effondrés un par un. Bien sûr, il n'est pas le seul à jouer au juge du capital aujourd'hui, comme la plupart des chefs de gouvernement du monde entier qui mettent en place le plus grand spectacle de tromperie et d'hypocrisie face à la montée des mécontentements sociaux.

Le retour de tous les gouvernements à l'idée que la participation de l'Etat dans l'économie doit être renforcée n'est pas lié à l'application d'une politique socialement consciente, tel que cela a été rapidement perçu par la plupart des adeptes de l'intervention de l'État. Ils ont finalement réalisé que les injections de liquidité et les nationalisations de banques qui sont en cours n'ont rien à voir avec les déclarations ridicules propagées à travers la presse récemment sur « la justesse de Keynes », « le retour à la social-démocratie » et autres mensonges. Au contraire, l'état, engagé tel qu'il est dans le démêlage de la concentration du capital, va tenter d'imposer des mesures nouvelles et inouïes pour l'exploitation féroce des travailleurs, et va maximiser la violence d'État envers la société dans un effort pour ouvrir la voie à la terrible ère du totalitarisme qui suivra la crise.

Tous ceux qui jusqu'à présent ont cru à une potentielle humanisation du système, ceux qui croyaient que les sociétés peuvent demander et améliorer le niveau de vie dans le cadre légitime de revendication, voient s'effondrer sous leurs yeux toutes les illusions sur la marge que le système permet en termes d'action et d'opposition. Ils voient tomber les derniers retranchements de la gauche réformiste et ils se rendent compte qu'ici et maintenant tout le monde, sans exceptions et indépendamment des convictions politiques, doit prendre position. Ils seront soit cernés par la légalité du régime ou sincèrement opposés à l'establishment.

Notre temps semble extrêmement intéressant et offre des opportunités uniques à ceux qui veulent se battre. La crise en cours conduit à la désintégration de la relation entre le capital et la société et les élites sont confrontées à des majorités sociales. L'écart entre les régimes autoritaires et les masses subjuguées s'agrandit. C'est l'occasion pour un mouvement révolutionnaire d'entraver les nouvelles formes de négociations entre la société et l'autorité, lutter contre toute manipulation de la rage sociale et définir le rythme et l'orientation sociale du renversement. Il suffit de se rendre compte que nous ne vivons plus dans la société de 2/3 [?], le laxisme ne l'emporte pas et l'apathie ne règne pas. Le système a lui-même aidé la mort des illusions et rendu possible le dévoilement de la cruauté qui est représentative des criminels du pouvoir financier et politique.

En réponse à ceux qui prétendent que les conditions ne sont pas encore mûres pour entamer une procédure révolutionnaire dont la lutte armée fait partie, nous affirmons que les conditions objectives, telles que définies par un exposé du système et de la période en question, n'ont jamais été aussi bonnes. La mise à nu du modèle de croissance prédominant contre toutes les formes de crédulité sociale a provoqué une crise majeure et devient une menace pour tous les gouvernements du monde sans exception. Le régime, en raison des conditions qu'il a lui-même créées, est entré dans une phase de déstabilisation et est devenu extrêmement vulnérable face au large courant social et politique qui s'organise et tente de le menacer. Si quelqu'un qui se définit elle/lui-même comme luttant contre l'individualité n'est pas en mesure de percevoir les différences entre les temps présents et passés, lorsque le consentement néolibéral était au pouvoir, alors elle / il est soit trop ignorant pour accepter la réalité de la crise – ne faisant pas attention à la différence qualitative de notre époque et en insistant sur une « lutte de routine » – ou prend consciemment une position anti-révolutionnaire qui laisse de la place à l'establishment pour récupérer. Ceux qui tombent dans la première catégorie étant hors de l'espace et le temps, ils vont se retrouver à courir après les événements sociaux, incapables d'expliquer ni les faits, ni le temps présent lui-même. Quant à ceux qui relèvent de la deuxième catégorie, ils vont probablement se retrouver face à ceux qui vont tenter de former un véritable mouvement révolutionnaire, digne des appels de notre temps.

Les révolutions ont besoin de deux facteurs historiques pour avoir lieu. Comme mentionné précédemment, le premier paramètre est celui des conditions objectives et celles-ci sont déjà réunies. Le second paramètre est subjectif, il consiste en un mouvement révolutionnaire large, déterminé – quel qu'en soit le coût – à pousser un plan souple de renversement du pouvoir en commun avec les sections locales en révolte. Nous ne devons qu'à nous même de commencer cela maintenant, afin que la crise se transforme en pierre tombale du système.

OPPOSONS-NOUS PAR TOUS LES MOYENS A L'ESTABLISHMENT POLITIQUE ET FINANCIER

BATTONS NOUS POUR UNE RÉVOLUTION SOCIALE ET DE CLASSE

COMBATTONS POUR L'ÉGALITÉ ECONOMIQUE ET LA LIBERTÉ

***LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE***